

# **RELEVÉ DE CONCLUSIONS**

## **COMITÉ DE SUIVI INTERREG**

**PROCÉDURE ÉCRITE**  
**Du 11 au 25 juillet 2025**

**PROGRAMME INTERREG VI Océan Indien**  
**PROGRAMME CCI 2021TC16FFOR004 (2021-2027)**



## SOMMAIRE

1. Avis reçus et réponses de l'Autorité de gestion.....	3
2. Décisions du Comité de Suivi INTERREG .....	6
ANNEXE 1 : Contributions reçues dans le cadre de la procédure écrite de juillet 2025..	7
ANNEXE 2 : Critères de sélection (AAP) amendés .....	8
ANNEXE 3 : Grille de notation (AAP) .....	9
ANNEXE 4 : Modalités de dépôt (AAP) .....	10
ANNEXE 5 : Annexe 1 de la Convention de contribution NDICI (présentée au Comité de suivi – procédure du 10 au 24 mars 2025) .....	11

Le Comité de Suivi INTERREG a été consulté par voie de procédure écrite, du 11 au 25 juillet 2025, sur la méthode et les critères de sélection des opérations qui mobiliseront à la fois du FEDER-CTE et du NDICI.

## 1. Avis reçus et réponses de l'Autorité de gestion

Quatre avis ont été transmis à l'Autorité de gestion dans le cadre de cette procédure écrite. Les réponses de l'Autorité de gestion figurent ci-dessous.

- **Avis du Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères de Madagascar**

L'Autorité de gestion (AG) remercie M. le Secrétaire général, point focal Interreg de Madagascar, pour son courrier en date du 22 juillet 2025 (**annexe 1 du présent document**).

1. En ce qui concerne la question sur l'un des critères de recevabilité (FEDER), l'AG confirme que le bénéficiaire FEDER doit en effet être issu de La Réunion ou de Mayotte.

Ce dernier sera également le coordinateur du projet NDICI, tel qu'inscrit dans l'annexe 1, page 6, de la convention de contribution NDICI (**annexe 5 du présent document**).

2. S'agissant des observations sur les deux critères dits « généraux » relatifs à :

- *l'expérience en matière d'articulation des fonds :*

L'AG précise qu'il ne s'agira pas de noter le nombre d'années d'expérience en la matière, mais l'AG s'assurera [étant donné qu'il s'agit là d'une expérience pilote et afin de sécuriser les futurs projets] que le demandeur a géré au moins une fois des fonds européens structurels et d'investissements (FEDER) et/ou des fonds de la politique extérieure de l'UE, tels que le FED ou le NDICI.

- *la compétence ou l'expérience nécessaire dans le domaine de d'activité du projet :*

L'AG a proposé une notation différenciée en fonction des années d'expérience, suite à l'observation de M. le Secrétaire général et suite aux discussions informelles qui s'en sont suivies (**annexe 3 du présent document**).

3. Concernant les propositions d'amendements des critères dits « spécifiques », toutes les observations formulées ont été prises en compte et ajoutées dans les critères de sélection amendés (**annexe 2 du présent document**).

4. Enfin, en ce qui concerne la procédure de dépôt, il convient de noter que seul le dépôt dématérialisé sera possible conformément aux exigences en matière de gestion des programmes européens. De plus, comme indiqué dans l'annexe 1 de la Convention de contribution NDICI, le bénéficiaire coordinateur déposera les candidatures de projet.

L'AG précise en outre que toutes les informations utiles (critères de recevabilité, descriptif des actions...) seront bien inscrites dans le cahier des charges de l'AAP qui sera publié et qui a été transmis aux partenaires (Points focaux Interreg, DUE et DG REGIO) le 30 mai dernier.

- **Avis de la Direction Générale de Politique Régionale et Urbaine (DG REGIO) de la Commission européenne**

L'AG remercie la DG REGIO pour son courriel en date du 25 juillet 2025 **(annexe 1 du présent document)**.

1. En ce qui concerne la hiérarchisation des opérations, l'AG transmet un exemple de grille de notation pour information **(annexe 3 du présent document)** explicitant la manière dont les différents critères seront notés pour les deux sous-actions prévues (sécurité alimentaire durable et gestion des risques).

2. S'agissant de la demande d'information sur la procédure de dépôt des projets, l'AG rappelle que la présente consultation du CSI porte sur la méthode et les critères de sélection NDICI-FEDER. Les modalités de dépôt des dossiers n'avaient en conséquence pas été détaillées, mais l'AG les joint **(annexe 4 du présent document)** pour information. Elles seront également inscrites dans le cahier des charges de l'appel à projets.

3. Enfin, l'AG prend bonne note de la remarque de la DG REGIO concernant l'expérience demandée aux candidats en matière d'articulation de fonds. L'AG précise toutefois que ce critère vise uniquement à sécuriser la mise en œuvre des projets FEDER-NDICI dans ce contexte inédit de gestion d'une enveloppe importante (5 millions d'euros), avec des procédures nouvelles et complexes et dans des délais contraints.

• **Avis de la Direction Générale International Partnerships (DG INTPA) de la Commission européenne**

L'AG remercie la DG INTPA qui a formulé plusieurs recommandations dans son courriel du 25 juillet 2025 **(annexe 1 du présent document)**.

1. Concernant les observations relatives à la simplification et rationalisation des critères :

• L'AG transmet la grille de notation **(annexe 3 du présent document)**. Ainsi, la DG INTPA pourra constater que les critères de recevabilité ne sont pas notés, ce qui tempère la redondance observée par rapport aux critères qualitatifs.

Les critères de recevabilité ("critères transversaux et réglementaires") seront éliminatoires si non respectés.

Au total, seront notés 15 critères pour la sous-action 1, et 13 critères pour la sous-action 2. Une note égale ou supérieure à 15/20 sera nécessaire pour que le projet soit sélectionné.

• Comme proposé par la DG INTPA, le deuxième critère a été élargi pour inclure le NDICI ou d'autres fonds de la politique extérieure **(annexe 2 du présent document)**.

En revanche, l'AG considère que le troisième critère (PRAG) pourra être vérifié objectivement, notamment si le demandeur a déjà géré des fonds de la politique extérieure de l'UE. De la même façon, le cinquième critère (expérience dans le domaine du projet) pourra être vérifié à travers la nature/statut du demandeur et sa notation a été détaillée (**f. annexe 3**) grâce à la remarque du Point focal Interreg de Madagascar.

La notion de « maturité » du projet a été précisée comme demandé. L'AG a également introduit, comme proposé, un critère faisant référence à la stratégie Global Gateway (**f. annexes 2 et 3**).

• L'AG partage l'observation sur l'importance d'impliquer les communautés locales pour favoriser l'impact à long terme des projets. D'ailleurs, plusieurs critères avaient été pensés en ce sens :

-*Critères généraux : Le demandeur devra indiquer les impacts et retombées du projet pour le territoire concerné et ses populations locales ;*

-*Sous-action 1 : Le projet impliquera les acteurs de la société civile et/ou les populations locales (actions de sensibilisation, de médiation scientifique...) ;*

-*Sous-action 2 : Le projet devra prévoir des actions de sensibilisation « communautaire » (publics scolaires, société civile...).*

Le nouveau critère ci-dessous prend en compte la remarque de la DG INTPA et a été ajouté en concertation avec le Point focal Interreg de Madagascar :

-*Le projet devra proposer des actions de veille et de surveillance des catastrophes en valorisant les initiatives incorporant les pratiques locales (...).*

2. S'agissant des observations relatives aux terminologies utilisées, l'AG a harmonisé les termes comme conseillé.

- **Avis du Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (CCEE) en date du 24 juillet (annexe 1 du présent document)**

L'Autorité de gestion remercie le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (CCEE) pour ses retours, et se félicite de ses observations qui mettent en avant l'avancée importante que constitue cette gestion par la Région Réunion d'une enveloppe de NDICI.

L'AG prend note également de la satisfaction exprimée à l'égard des thématiques retenues. La résilience climatique, déclinée dans le futur appel à projets en deux volets (sécurité alimentaire durable et gestion des risques) est en effet un défi majeur pour notre zone de coopération.

S'agissant des remarques sur les critères potentiellement restrictifs (expérience en matière de gestion complémentaire de fonds & note minimum de 15/20), l'AG rappelle qu'il s'agit d'une expérimentation pilote, novatrice et exigeante. Ces critères ont été choisis en conséquence et visent à sécuriser la mise en œuvre de cette enveloppe NDICI, afin de garantir de meilleurs résultats et impacts sur les territoires et populations locales.

## 2. Décisions du Comité de Suivi INTERREG

Le Comité de Suivi Interreg (CSI) approuve la méthode et les critères de sélection des opérations qui mobiliseront à la fois du FEDER-CTE et du NDICI.



## COMITE DE SUIVI INTERREG

### ANNEXE 1 : Contributions reçues dans le cadre de la procédure écrite de juillet 2025

**SECRETARIAT GENERAL**

-----  
**DIRECTION GENERALE DU PARTENARIAT  
AU DEVELOPPEMENT ET DE LA DIASPORA**

-----  
**DIRECTION DE LA PROMOTION DU  
PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT**

-----  
**SERVICE DE LA COOPERATION  
INTERNATIONALES TERRITORIALES**  
-----

Antananarivo, le 22 JUL 2025

**LE SECRETAIRE GENERAL**

à

**Madame LA DIRECTRICE  
DE LA COOPERATION  
REGION REUNION**

**-LA REUNION-**

N°25/605- AE/SG/DGPDD/DPPD/SCIT/INTERREG

**OBJET : PROGRAMME INTERREG** : Avis et observations relatifs aux critères de sélection  
de l'appel à projets conjoints FEDER-NDICI

**PIECE-JOINTE** : Une (01)

Madame La Directrice,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les avis et observations du Ministère des Affaires étrangères relatifs aux critères de sélection de l'appel à projets conjoint FEDER-NDICI, intitulé « Co-développement durable et résilience climatique dans la zone océan indien ».

Je vous prie d'agréer Madame La Directrice, mes sincères salutations.

Le Ministre des Affaires Etrangères  
délégation le Secrétaire Général

  
  
**Eric S. RATSIMBAZAFY**



## AVIS ET OBSERVATIONS RELATIFS AUX CRITERES DE SELECTION DE L'APPEL A PROJET CONJOINTS FEDER-NDCI-PROGRAMME INTERREG

### I- Critère de recevabilité :

#### a. Critères transversaux et règlementaires FEDER :

- Les bénéficiaires (Volet FEDER) doit être issu de La Réunion ou de Mayotte :

*Afin de réduire l'asymétrie de capacités entre le maître d'œuvre qu'est La Réunion ou Mayotte, serait-il envisageable d'élargir les critères d'inclusivité et d'accessibilité à cet appel au projet et garantir l'accès des acteurs locaux des pays bénéficiaires dudit projet.*

### II- Critères qualitatifs :

#### a. Critères généraux :

- Les porteurs de projet soutenus devront disposer à minima d'une expérience en matière d'articulation de fonds européens structurels et d'investissements (FEDER) et de fonds de la politique extérieure de l'UE (FED) ;

*Minimum d'années d'expériences à préciser afin de faciliter la notation du porteur de projet.*

- Le porteur et le partenaire disposent d'une compétence ou expérience dans le domaine d'activité du projet ;

*Durée d'expérience à préciser dans ce paragraphe afin de bien faire la notation de l'évaluation.*

#### b. Critères thématiques spécifiques :

#### Sous-action 1 : Sécurité alimentaire durable :

- Le projet proposera des solutions pour un système agricole durable et adapté à chaque territoire concerné ;

*Reformulation de la phrase : Le projet proposera des solutions **innovantes** pour un système agricole durable et adapté à chaque territoire concerné et aux changements climatiques;*

- Le projet permet la production, la multiplication de semences et de plants sains de variétés adaptées aux contextes locaux et leurs diffusions à plus grande échelle au sein d'un territoire et dans la zone océan Indien ;

*Reformulation de la phrase : Multiplication des semences **améliorées mais non modifiées génétiquement**.*

## Sous-action 2 : Prévention et réduction des risques de catastrophes

- Le projet devra proposer des réponses et/ou des pistes d'amélioration de la résilience des populations face aux catastrophes ;

*Reformulation : Le projet devra proposer des réponses et/ou des pistes d'amélioration de la résilience des populations face aux catastrophes en se basant sur la stratégie nationale de la gestion des risques et des catastrophes des pays impliqués au projet.*

- Le projet devra proposer des actions de veille et de surveillance des catastrophes ;

*Reformulation : Le projet devra proposer des actions de veille et de surveillance des catastrophes en valorisant les initiatives incorporant les pratiques locales (agro écologie traditionnelle, gestion communautaire des risques) et de privilégier les solutions low-tech et résilientes (utilisation des technologies abordables/maintenables localement)*

*L'objectif de cette proposition est de renforcer l'appropriation et la durabilité du projet.*

### **III- Procédure de sélection :**

Validation des résultats de l'appel à projets :

- **Mode de soumission et de dépôt de dossier à préciser dans le document d'appel à manifestation de projet.**
  - Les dossiers de candidatures devraient être déposés sous format physiques via ambassades/antennes locales et/ou hors ligne (USB, support papier) ou les deux. (Acceptation des versions numériques signées électroniquement ou les dossiers initiaux en formats simplifiés sous forme de note conceptuelle de projet)
  - Les langues de soumission devrait être la langue française ou une possibilité de la faire en anglais si accessibilité des acteurs locaux en tant que porteur de projet.
- **Délais de soumission, 90 jours après publication** de l'appel à manifestation d'intérêt et l'adresse pour envoyer les dossiers de soumission.  
*Les intéressés doivent envoyer leur dossier de manifestation d'intérêts au plus tard le ... .. à l'adresse ....*
- **Nombre de projet éligible pour cet appel à projet à préciser.**
- **Le contenu des dossiers à soumettre** doit être précisé dans l'appel à manifestation d'intérêt ainsi que le terme de référence du projet ou le cahier des charges pour les soumissionnaires.  
*Le Dossier d'Appel à Manifestation d'intérêt ou appel à projet est composé :*
  - Du cahier des charges (Note d'information aux soumissionnaires ou les Termes de références)
  - Des annexes :
    1. Modèle de lettre de soumission et grille de vérification des informations fournies
    2. Présentation sommaires du Projet.
- **Mentionner également les conditions d'éligibilité** des soumissionnaires et ce en vue d'une transparence.

Zimbra

thais.about@cr-reunion.fr

---

**RE: Consultation du Comité de Suivi Interreg océan Indien - juillet 2025 /  
Consultation to the INTERREG "Indian Ocean" Monitoring Committee - July 2025**

---

**De :** LECLERC Pierre-Emmanuel <Pierre-Emmanuel.Leclerc@ec.europa.eu>

ven., 25 juil. 2025 18:52

**Objet :** RE: Consultation du Comité de Suivi Interreg océan Indien - juillet 2025 / Consultation to the INTERREG "Indian Ocean" Monitoring Committee - July 2025

 3 pièces jointes

**À :** Cellule Europe <celleurope@agile-reunion.org>

**Cc :** Thaïs ABOUT <thais.about@cr-reunion.fr>, murielle lesales <murielle.lesales@eeas.europa.eu>, arnaud borchard <arnaud.borchard@eeas.europa.eu>, LOBET Marc <Marc.Lobet@ec.europa.eu>

Bonjour,

Merci d'avoir consulté la Commission européenne (DG REGIO) sur le projet de critères et méthodes de sélection des opérations mobilisant à la fois du FEDER-CTE et du NDICI dans le cadre du programme INTERREG « océan Indien ».

Le projet de document ayant été largement simplifié par rapport à la version qui nous a été soumise informellement par courriel du 30 mai, vous trouverez ci-dessous nos observations :

1. Il est indiqué sous la section « Validation des résultats de l'appel à projets » que « les projets éligibles recevant une note supérieure à 15/20 seront retenus ». D'une part, il n'est pas indiqué, faute de pondération des critères de « sélection », comment les évaluateurs parviendront à la note chiffrée globale. Il en résulte également une absence de transparence vis-à-vis des candidats. D'autre part, aucune hiérarchisation n'est possible entre les projets qui auront dépassé le seuil de 15/20 et on voit mal sur quelle base l'autorité de gestion pourrait départager les candidats si jamais le budget disponible n'était pas suffisant pour satisfaire les candidatures éligibles. Pour *rappel* « Les critères et procédures garantissent la hiérarchisation des opérations à sélectionner afin de maximiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme Interreg et à la mise en œuvre de la dimension de coopération des opérations relevant des programmes Interreg, comme prévu à l'article 23, paragraphes 1 et 4, du présent règlement » (Règlement (UE) 2021/1059, article 22). Afin de vous conformer au Règlement, veuillez proposer une pondération des critères proposés dans le projet.
2. Il conviendrait, pour faciliter la tâche des candidats, de réintégrer la section « Dépôt » de la précédente version du document dans la version finale de l'appel à projets.
3. Nous notons enfin que parmi les critères généraux dits « qualitatifs » figure le critère suivant : « les porteurs de projets soutenus devront disposer a minima d'une expérience en matière d'articulation des fonds européens structurels et d'investissements et de fonds de la politique extérieure de l'UE ». Au cours d'une discussion avec vos services il nous a été expliqué que ce critère avait pour but de sélectionner des porteurs de projets susceptibles de mettre en œuvre le projet sans trop de risques pour l'exécution du programme. Si cet argument peut paraître valable dans le cas de la présente expérience pilote, il n'en reste pas moins que ce critère très restrictif ne pourra être satisfait que par de très rares porteurs bénéficiant



de la double expérience de gestion du FEDER et du NDIDI/FED – et donc déjà bien identifiés à l'avance. Il s'agit donc là d'un critère particulièrement discriminatoire qui ne saurait être accepté que parce que nous nous trouvons en présence d'une expérience pilote, et qu'il conviendra de retirer dans de futurs éventuels appels à projets.

Nous vous serons reconnaissants de bien vouloir tenir compte des observations ci-dessus dans la version finale de l'appel à projets.

Cordialement,

**Pierre-Emmanuel LECLERC**

Team Leader Outermost Regions/Maritime Cooperation



**European Commission**

Directorate-General for Regional and Urban Policy

Unit D1 - Competence Center Macroregions, Transnational/Interregional Cooperation, IPA, Enlargement

Building CSM1 06/DCS

Rue Père de Deken, 21

B-1040 Brussels - Belgium

Tel: +32 229-65892

[pierre-emmanuel.leclerc@ec.europa.eu](mailto:pierre-emmanuel.leclerc@ec.europa.eu)

[www.interreg.eu](http://www.interreg.eu)




---

**From:** Cellule Europe <celleurope@agile-reunion.org>

**Sent:** Friday, July 11, 2025 1:12 PM

**To:** OMARJEE Younous (EP) <younous.omarjee@europarl.europa.eu>; DÉPUTÉ MAILLOT FRÉDÉRIC <frederic.maillot@assemblee-nationale.fr>; COMMISSION OCEAN INDIEN <secretariat@coi-ioc.org>; PRÉFECTURE RÉUNION <secretariat-prefet@reunion.pref.gouv.fr>; CCEE, PRÉSIDENT <ramchettyroger@orange.fr>; AMAR LAURENT <laurent.amar@diplomatie.gouv.fr>; DÉPUTÉ NAILLET PHILIPPE <philippe.naillet@assemblee-nationale.fr>; DÉPUTÉ RATENON JEAN-HUGUES <jean-hugues.ratenon@assemblee-nationale.fr>; SÉNATRICE MALET VIVIANE <v.malet@senat.fr>; AMDR <contact@amdr.asso.fr>; ANCT <europe@anct.gouv.fr>; ANCT BROSSARD SAMUEL <samuel.BROSSARD@anct.gouv.fr>; CASUD <secretariat.dgs@casud.re>; CCEE MAYOTTE <ccee.mayotte@wanadoo.fr>; CCI MAYOTTE <asalim@mayotte.cci.fr>; CCIR <presidence@reunion.cci.fr>; CCIR <jocelyn.trules@reunion.cci.fr>; CESER <ceser@cr-reunion.fr>; CHAMBAGRI <president@reunion.chambagri.fr>; CINOR <olivier.colin@cinor.re>; CINOR <direction.generale@cinor.re>; CIREST <cirest@cirest.fr>; CIVIS <cabinet@civis.re>; CIVIS <accueil@civis.re>; CIVIS <laurent.lorion@civis.re>; CIVIS <ulrick.valliemin@civis.re>; CMAR <bernard.picardo@cm-reunion.fr>; CMAR <nadjib.vali@cm-reunion.fr>; CRI <maya.cesari@cr-reunion.fr>; CRPMEM <contact@crpmem.re>; DEPARTEMENT MAYOTTE <secretariatpresident@cg976.fr>; DEPARTEMENT REUNION <cabinet@cg974.fr>; GILLAND Moray (REGIO) <Moray.Gilland@ec.europa.eu>; DUVAL LÉA <lea.duval@diplomatie.gouv.fr>; ANCT FRES JEAN-LUC <jean-luc.fres@anct.gouv.fr>; DÉPUTÉ GAILLARD PERCEVAL <perceval.gaillard@assemblee-nationale.fr>; DÉPUTÉE KBIDI EMELINE <emeline.kbidi@assemblee-nationale.fr>; DÉPUTÉE LEBON KARINE <karine.lebon@assemblee-nationale.fr>; LECLERC Pierre-

Zimbra

thais.about@cr-reunion.fr

---

**Re: Consultation du Comité de Suivi Interreg océan Indien - juillet 2025 /  
Consultation to the INTERREG "Indian Ocean" Monitoring Committee - July 2025**

---

**De :** Thaïs ABOUT <thais.about@cr-reunion.fr>

mar., 05 août 2025 19:16

**Objet :** Re: Consultation du Comité de Suivi Interreg océan Indien -  
juillet 2025 / Consultation to the INTERREG "Indian Ocean"  
Monitoring Committee - July 2025 1 pièce jointe**À :** Thaïs ABOUT <thais.about@cr-reunion.fr>

---

**De:** "BING Camille" <Camille.BING@ec.europa.eu>**À:** "Cellule Europe" <celleurope@agile-reunion.org>**Cc:** "SILLANO Laurent" <Laurent.SILLANO@ec.europa.eu>, "GABRICI Laura" <Laura.GABRICI@ec.europa.eu>, "SISTACH Maria Queralt" <Maria-Queralt.SISTACH1@ec.europa.eu>, "DEUSS-FRANDI Fiona" <Fiona.DEUSS-FRANDI@ec.europa.eu>, "HATZIPETROS Agapitos" <Agapitos.HATZIPETROS@ec.europa.eu>, "TRONCOSO PERERA Jose Maria" <Jose-Maria.TRONCOSO-PERERA@ec.europa.eu>, "ioannis-pavlos evangelidis" <ioannis-pavlos.evangelidis@eeas.europa.eu>, "marie-ange-yasmine-claire bonnescuelle-de-lespinois" <marie-ange-yasmine-claire.bonnescuelle-de-lespinois@eeas.europa.eu>, "arnaud borchard" <arnaud.borchard@eeas.europa.eu>, "VAN TILBORG Hugo" <Hugo.VAN-TILBORG@ec.europa.eu>**Envoyé:** Vendredi 25 Juillet 2025 12:59:01**Objet:** RE: Consultation du Comité de Suivi Interreg océan Indien - juillet 2025 / Consultation to the INTERREG "Indian Ocean" Monitoring Committee - July 2025

Bonjour,

Suite à la demande de commentaires sur les critères de sélection proposés dans le cadre de l'appel à projets conjoint FEDER-NDICI, vous trouverez ci-dessous nos commentaires consolidés ainsi que nos recommandations :

### 1. Simplification et rationalisation des critères

- Le nombre de critères paraît élevé, avec certaines redondances entre les sections « critères de recevabilité » et « critères qualitatifs ». Nous recommandons de consolider les éléments qui se recoupent et de se concentrer sur un ensemble limité de critères clairs, vérifiables et qui permettent d'assurer l'impact de l'action. Une reformulation et une simplification de ces critères permettrait de les rendre plus transparents et inclusifs, favorisant ainsi un accès équitable aux financements pour tous les bénéficiaires potentiels. Enfin, bien que précisant les principes généraux du NDICI, l'article 8 du règlement NDICI mentionné ici ne semble pas pertinent lorsqu'il s'agit de définir des « critères de recevabilité ».
- S'agissant des « critères qualitatifs » :
  - Le deuxième critère devrait être élargi pour inclure le NDICI ou d'autres fonds de la politique extérieure. Nous suggérons la formulation suivante : « expérience en matière

d'articulation de fonds européens structurels et d'investissements (FEDER) **et/ou** de fonds de la politique extérieure de l'UE, **tels que le FED ou le NDICI** ;

- Les troisième et cinquième critères paraissent trop généraux pour être justifiés ou vérifiés objectivement.
- D'une manière générale, des termes subjectifs comme « maturité du projet » ou « expérience suffisante » manquent de repères mesurables. L'introduction de seuils spécifiques ou de grilles de notation permettrait d'assurer plus de transparence et de cohérence dans le processus de sélection.
- Une attention accrue portée à l'implication des communautés locales et aux mécanismes de retour d'information renforcerait également l'appropriation locale et l'impact à long terme.
- Enfin, nous vous saurions gré de nous transmettre les grilles de notation associées à ces critères.

## 2. Harmonisation de la terminologie

- Nous recommandons l'usage d'une terminologie harmonisée, notamment s'agissant des termes comme « bénéficiaire », « porteur de projet », « promoteur » et « partenaire » qui peuvent prêter à confusion. Une terminologie harmonisée permettrait de réduire les ambiguïtés et d'améliorer la clarté juridique et opérationnelle de l'appel à proposition.

Enfin, il nous paraît important de faire référence à la stratégie Global Gateway, stratégie de l'UE qui contribue à relever les défis mondiaux les plus pressants, allant de la lutte contre le changement climatique à l'amélioration des systèmes de santé en passant par le renforcement de la compétitivité et de la sécurité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Je laisse nos collègues des délégations en copie compléter si besoin.

Nous restons à votre disposition pour toute précision ou échange complémentaire sur les points évoqués ci-dessus.

Cordialement,

Camille Bing

Camille Bing

International Aid/ Cooperation Officer



European Commission  
DG International Partnerships

Regional and Multi-Country Programmes for Africa

Unit A2

LOI 41

B-1049 Brussels/Belgium

[camille.bing@ec.europa.eu](mailto:camille.bing@ec.europa.eu)

---



Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement  
73 Bd du Chaudron,  
97490 Saint-Denis

A Saint-Denis, le 24/07/25,

En réponse à la saisine de l'AGILE, le CCEE tient à faire part de sa position concernant le lancement du programme de financement NDICI-FEDER.

Le CCEE salue cette avancée, qui s'inscrit pleinement dans la logique de co-développement avec des pays tiers. Tout d'abord, ce programme témoigne de la confiance accordée au savoir-faire régional, que l'UE entend ainsi valoriser en confiant la gestion de ce fond à la Réunion. Cette enveloppe apporte également un levier supplémentaire de coopération avec les pays tiers de la région, permettant ainsi l'émergence ou la concrétisation de projets communs.

Par ailleurs, le CCEE salue le choix des deux thèmes retenus – sécurité alimentaire durable et réduction des risques de catastrophe – qui font écho à des événements récents, tels que les crises consécutives au passage des cyclones Chido et Garance, et renforcent ainsi la pertinence de cette coopération.

Enfin, le CCEE souligne l'importance du critère 3 de la sous-action 1, « *sécurité alimentaire durable* », qui encourage la participation de la société civile et des populations locales. En effet, ce critère entre pleinement en adéquation avec les valeurs du CCEE.

Toutefois, le conseil note que l'un des critères qualitatifs généraux d'éligibilité des porteurs de projet (alinéa 2) – l'exigence d'une expérience à minima dans la coordination des Fonds structurels européens (FEDER) et des fonds de politique extérieure (FED) – pourrait limiter l'accès au dispositif à un nombre réduit d'acteurs.

En effet, bien que le CCEE reconnaisse la légitimité de ce critère, garant d'une mise en oeuvre rigoureuse, il s'interroge néanmoins sur son caractère potentiellement restrictif.

Dans la réalité, il est fort à parier que peu d'instances régionales disposent d'une expérience de cet ordre en matière de gestion conjointe des fonds européens. De plus, l'alinéa 4 suppose de maîtriser le réseau des partenaires potentiels, « institutions, chercheurs, agriculteurs,



organisations du secteur privé » de trois pays ; dont la plupart de ceux figurant sur la liste sont anglophones, ce qui pourrait représenter un frein pour certains porteurs de projet réunionnais.

Enfin, le conseil s'interroge également sur le seuil de sélection fixé à une note supérieure à 15/20, qui pourrait s'avérer particulièrement exigeant. Le CCEE incite donc à une vigilance particulière sur ces deux points, afin d'éviter que cette exigence, si elle n'est pas adaptée ou accompagnée, ne prive de financement des projets intéressants.

Cordialement,

Roger Ramchetty  
Président du CCEE

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized, overlapping loops and strokes, positioned below the printed name and title.

## ANNEXE 2 : Critères de sélection (AAP) amendés

# **Critères de sélection de l'appel à projets conjoint FEDER-NDICI**

« Co-développement durable et résilience climatique dans la zone océan Indien »

\*\*\*\*\*

Les dossiers seront analysés et sélectionnés sur la base des critères suivants :

## ***I. Critères de recevabilité <sup>1</sup>***

### ***- Critères transversaux et réglementaires FEDER***

- Respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et des principes horizontaux énoncés à l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 ;
- Contribution du projet aux objectifs de l'Union européenne et à ceux du programme INTERREG VI océan Indien ;
- Respect du droit applicable pour toute opération démarrée avant la présentation de la demande de subvention à l'autorité de gestion : toute opération commencée (hors opération soumise aux régimes d'aide d'Etat) ne doit pas être achevée au moment du dépôt du dossier ;
- Le cas échéant, pour les dossiers relevant des aides d'état, les projets soutenus devront être compatibles avec la réglementation des aides d'état ;
- Pour les infrastructures et opérations accueillant du public, les opérations soutenues devront systématiquement garantir l'accessibilité, sans discrimination, des locaux aux publics concernés ;
- Les opérations seront sélectionnées en cohérence avec les lignes de partage du programme afin d'assurer une efficacité, une utilisation optimale et de sécuriser l'usage des fonds communautaires ;
- Le projet doit respecter au moins deux des quatre critères de coopération suivants (considérant n°25 du règlement (UE) 2021/1059) : élaboration commune ; mise en œuvre commune ; dotation en effectif ; financement commun ;
- Le bénéficiaire FEDER doit être issu de La Réunion ou de Mayotte.

### ***- Critères transversaux et réglementaires NDICI***

- Respect des principes généraux tels que définis dans l'article 8 du règlement (UE) n°2021/947 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale-Europe dans le monde ;
- Respect des conditions générales de la convention de contribution NDICI, et notamment de son article 2.9 (cf. annexe 4 jointe).

---

<sup>1</sup> Si ces critères ne sont pas respectés, le dossier n'est pas recevable.

## **II. Critères qualitatifs <sup>2</sup>**

### **- Critères généraux**

- Les bénéficiaires doivent disposer de la capacité financière et administrative de mener à bien le projet ;
- Les bénéficiaires doivent disposer à minima d'une expérience en matière d'articulation de fonds européens structurels et d'investissements (FEDER) et de fonds de la politique extérieure de l'UE, tels que le FED ou le NDICI ;
- Les bénéficiaires doivent disposer à minima d'une expérience en matière de passation de marchés publics selon les règles du PRAG ;
- Le projet doit couvrir au moins trois pays de la zone couverte par les fonds NDICI (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Mozambique, Kenya, Tanzanie).
- Bénéficiaires et partenaires doivent disposer d'une compétence ou expérience dans le domaine d'activité du projet ;
- Le projet devra être mature (projet dont les stades de réalisation permettent un démarrage dans des délais rapides) ;
- Le projet devra prévoir une stratégie de communication et de valorisation des actions soutenues ;
- Les bénéficiaires doivent indiquer les impacts et retombées du projet pour le territoire concerné et ses populations locales ;
- Le projet est cohérent d'une part avec la stratégie Global Gateway et les PIP de l'UE ; et d'autre part avec les priorités des pays impliqués (stratégies nationales, stratégies régionales).

### **- Critères thématiques spécifiques**

#### **Sous-action 1 : Sécurité alimentaire durable**

- Le projet devra permettre de renforcer la coopération entre les acteurs régionaux (institutions, chercheurs, agriculteurs, organisations à but non lucratif représentatives du secteur privé...) ;
- Le projet proposera des solutions innovantes pour un système agricole durable et adapté à chaque territoire concerné ;
- Le projet impliquera les acteurs de la société civile et/ou les populations locales (actions de sensibilisation, de médiation scientifique...) ;
- Le projet permet la production/multiplication de semences (améliorées mais non modifiées génétiquement) et de plants sains de variétés adaptées aux contextes locaux ;
- Le projet permet la diffusion de ces semences et plants à grande échelle au sein d'un territoire et dans la zone océan Indien ;
- Le projet favorise la mise en place de stratégies nationales et régionales pour assurer la reproductibilité des résultats et la structuration de filières semencières.

#### **Sous-action 2 : Prévention et réduction des risques de catastrophes**

- Le projet devra proposer des réponses et/ou des pistes d'amélioration de la résilience des populations face aux catastrophes en se basant sur la stratégie nationale de la gestion des risques et des catastrophes des pays impliqués ;
- Le projet devra proposer des actions de veille et de surveillance des catastrophes en valorisant les initiatives incorporant les pratiques locales et privilégiant les solutions « low-tech » et résilientes ;
- Le projet devra prévoir des actions de sensibilisation « communautaire » (publics scolaires, société civile...) ;
- Le projet favorise la mise en place d'outils et de dispositifs favorisant la mise en réseau des acteurs dans le domaine de la gestion des risques.

---

<sup>2</sup> Ces critères feront l'objet d'une notation – cf. annexe 3.

## ANNEXE 3 : Grille de notation (AAP)

	Critères de sélection	Notation	Pièces justificatives
	1. Critères généraux	De 0 à 12	
	1.1 Les bénéficiaires doivent disposer de la capacité financière et administrative de mener à bien le projet	Oui : 1 Non : 0*	Dossier de demande et autres références
	1.2 Les bénéficiaires doivent disposer à minima d'une expérience en matière d'articulation de fonds européens structurels et d'investissements (FEDER) et de fonds de la politique extérieure de l'UE, tels que le FED ou le NDICI	Oui : 1 Non : 0*	Dossier de demande et autres références
	1.3 Les bénéficiaires doivent disposer à minima d'une expérience en matière de passation de marchés publics selon les règles du PRAG	Oui : 1 Non : 0*	Dossier de demande et autres références
	1.4 Le projet doit couvrir au moins trois pays de la zone couverte par les fonds NDICI (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Mozambique, Kenya, Tanzanie)	Oui : 1 Non : 0*	Dossier de demande
	1.5 Bénéficiaires et partenaires doivent disposer d'une compétence ou expérience dans le domaine d'activité du projet	Plus de 5 années d'expérience : 2 points  Moins de 5 années d'expérience : 1 point  Pas d'expérience dans le domaine d'activité du projet : 0	Dossier de demande et autres références
	1.6 Le projet devra être mature (projet dont les stades de réalisation permettent un démarrage dans des délais rapides)	Oui : 2 Non : 0	Dossier de demande
	1.7 Le projet devra prévoir une stratégie de communication et de valorisation des actions soutenues	Oui : 1 Non : 0	Dossier de demande

	1.8 Les bénéficiaires doivent indiquer les impacts et retombées du projet pour le territoire concerné et ses populations locales	- les impacts et retombées sont clairement identifiés et objectifs (1 point)  - les impacts et retombées sont absents du dossier de demande (0*)	Dossier de demande
	1.9 Le projet est cohérent avec : - la stratégie Global Gateway et les PIP de l'UE ; - les priorités des pays impliqués (stratégies nationales, stratégies régionales)	Oui : 2 Partiellement : 1 Non : 0	Dossier de demande
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>/ 12</b>	
	<b>2. Critères thématiques spécifiques</b>	<b>De 0 à 8</b>	
<u>Sous-action 1 :</u> <u>Sécurité alimentaire durable</u>	2.1 Le projet devra permettre de renforcer la coopération entre les acteurs régionaux (institutions, chercheurs, agriculteurs, organisations à but non lucratif représentatives du secteur privé,...)	Oui : 1 Non : 0	Dossier de demande
	2.2 Le projet proposera des solutions innovantes pour un système agricole durable et adapté à chaque territoire concerné	Oui : 1 Non : 0	Dossier de demande
	2.3 Le projet impliquera les acteurs de la société civile et/ou les populations locales (actions de sensibilisation, de médiation scientifique...)	Oui : 2 Non : 0	Dossier de demande
	2.4 Le projet permettra la production/multiplication de semences (améliorées mais non modifiées génétiquement) et de plants sains de variétés adaptées aux contextes locaux	Oui : 1 Non : 0	Dossier de demande
	2.5 Le projet permettra la diffusion de ces semences et plants à grande échelle au sein du territoire et dans la zone océan Indien	Oui : 1 Non : 0	Dossier de demande
	2.6 Le projet favorise la mise en place de stratégies nationales et régionales pour assurer la reproductibilité des résultats et la structuration de filières semencières	Oui : 2 Non : 0	Dossier de demande
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>/ 8</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>/ 20</b>	
	<b>2. Critères thématiques spécifiques</b>	<b>De 0 à 8</b>	
<u>Sous-action 2 :</u>	2.1 Le projet devra proposer des réponses et/ou des pistes d'amélioration de la résilience des populations face aux catastrophes en se basant sur la stratégie nationale de la gestion	Oui : 2 Non : 0	Dossier de demande

<u>Prévention et réduction des risques de catastrophes</u>	des risques et des catastrophes des pays impliqués		
	2.2 Le projet devra proposer des actions de veille et de surveillance des catastrophes en valorisant les initiatives incorporant les pratiques locales et privilégiant les solutions « low-tech » et résilientes	Oui : 2 Non : 0	Dossier de demande
	2.3 Le projet devra prévoir des actions de sensibilisation « communautaire » (publics scolaires, société civile...)	Oui : 2 Non : 0	Dossier de demande
	2.4 Le projet favorise la mise en place d'outils et de dispositifs favorisant la mise en réseau des acteurs dans le domaine de la gestion des risques	Oui : 2 Non : 0	Dossier de demande
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>/ 8</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>/ 20</b>	
<p>* La note de 0 est éliminatoire.</p> <p>Les dossiers présentant une note inférieure au seuil de 15/20 ne seront pas retenus.</p>			



## ANNEXE 4 : Modalités de dépôt (AAP)

## **Modalités de dépôt des dossiers - AAP NDICI-FEDER**

Les dossiers devront être déposés par le bénéficiaire principal FEDER, coordinateur du projet pour le volet financement NDICI par voie dématérialisée sur le portail régional des fonds européens à l'adresse suivante : <https://aides.regionreunion.com/reunion-portail/>.

La liste des pièces constitutives du dossier de demande de subvention comprendra notamment **l'ensemble des pièces sollicité dans le présent AAP**. Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'instruction du dossier en fonction de la nature de l'opération, des dépenses présentées etc.

Le soumissionnaire devra s'engager à solliciter exclusivement les moyens financiers figurant dans sa demande de subvention.

Pour rappel, une « Fiche procédure - création de compte », ainsi que des informations sur le programme INTERREG VI OI 2021-2027 sont disponibles sur le site de la Région Réunion, **au lien suivant** : <https://www.regionreunion.com/aides-services/article/votre-projet-interreg-vi-2021-2027>

Avant la saisie du dossier de demande de subvention, mais aussi en cas de difficulté technique lors de la saisie, le soumissionnaire doit se rapprocher des points de contact ci-dessous :

### **Sous-action 1 : Sécurité alimentaire durable :**

Direction FEDER Recherche Innovation (DFRI)

Tél : 02.62.30.87.48 / email : [dfri@cr-reunion.fr](mailto:dfri@cr-reunion.fr)

### **Sous-action 2 : Prévention et réduction des risques de catastrophes :**

Direction FEDER Développement Durable (DFDD)

Tél : 02.62.67.14.49 / email : [dfdd@cr-reunion.fr](mailto:dfdd@cr-reunion.fr)

**Il est fortement recommandé aux soumissionnaires de ne pas attendre la date limite d'envoi des propositions pour débiter (ou finaliser) leur demande. L'Autorité de Gestion ne sera pas tenue responsable de toute difficulté technique sauf indisponibilité temporelle avérée.**

## ANNEXE 5 : Annexe 1 de la Convention de contribution NDICI (présentée au Comité de suivi – procédure du 10 au 24 mars 2025)

## 1. Présentation

### 1.1 Contexte

L'insertion régionale des régions ultrapériphériques (RUP) à travers une intensification de la coopération avec les pays voisins constitue depuis 2004 un objectif clé et un pilier de la stratégie de l'UE pour ces régions, réitéré dans les communications successives de la Commission européenne.<sup>1</sup>

Le programme Interreg VI-D « océan Indien » est la troisième génération de programmes gérés par le *Conseil régional de La Réunion* dans la région de l'océan Indien depuis l'intégration de la coopération dans la politique de cohésion en 2006. Le programme bénéficie d'une contribution de l'Union européenne (UE) de 62 252 459 EUR, presque équivalente à la contribution de l'UE reçue en 2014-2020 (63.15 millions d'EUR).

Dans l'ensemble, le programme s'inscrit dans la continuité de la période de programmation précédente, tant du point de vue de la portée géographique que de la ventilation thématique des dépenses. Le programme couvre à la fois les régions ultrapériphériques de La Réunion et Mayotte, un pays et territoire d'outre-mer (TAAF) et onze pays tiers : Union des Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles, le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie, l'Australie, l'Inde, les Maldives et le Sri Lanka.

Le programme identifie la santé, l'exposition aux risques naturels, le changement climatique et la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, la conservation de la biodiversité, la gestion des déchets et l'accès limité des jeunes à l'emploi comme les défis communs dans le domaine de la coopération. Compte tenu de ces défis, la principale priorité d'investissement est la recherche et l'innovation. En outre, le programme vise à renforcer la coopération dans ce domaine en facilitant les projets à petite échelle pour les acteurs de la société civile et en tenant compte des synergies et des complémentarités avec d'autres programmes et fonds.

Le programme respecte la concentration thématique établie pour le volet D (article 15 du règlement (UE) 2021/1059). Il est conforme aux objectifs en matière de changement climatique (33,7 %) et contribue à la biodiversité de l'UE à hauteur de 13 % du montant total, ce qui est supérieur aux objectifs de 7,5 % en 2024 et de 10 % en 2026 fixés par le cadre financier pluriannuel. Le programme tient compte du principe consistant à ne pas causer de préjudice important (principe DNSH) ainsi que du Nouveau Bauhaus Européen.

Le programme identifie les projets soutenus dans le cadre de l'objectif spécifique Interreg « Une meilleure gouvernance » qui vise à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté indianocéanique et les compétences des acteurs institutionnels, ainsi que la plateforme régionale de l'océan Indien réunissant les sociétés de la Croix-Rouge dans la région, comme des opérations d'importance stratégique.

---

<sup>1</sup> COM(2022) 198 final du 3.5.2022 "Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union"

## 1.2 Objectif de la convention

Conformément à l'article 7 du règlement (UE) 2021/1060<sup>2</sup> du Parlement européen et du Conseil, et à l'article 55.3.b du règlement (UE) 2021/1059<sup>3</sup>, la Commission avec l'accord de la France et du Conseil régional de La Réunion, a décidé de mettre en œuvre la coopération faisant intervenir les régions ultrapériphériques au titre de l'objectif « Coopération territoriale européenne » (Interreg) dans le cadre de la gestion indirecte pour le financement IVCDCI. L'article 62.1.c du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») <sup>4</sup> et le règlement (UE) 2021/947 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - Europe dans le monde-<sup>5</sup> s'appliquent au financement IVCDCI du programme « (Interreg VI-D) océan Indien pour la période 2025-2027 (ci-après le «programme»).

La présente convention fixe les conditions de financement et de mise en œuvre en gestion indirecte de la contribution de l'IVCDCI au programme, tel qu'approuvées par la décision C(2025)XXX modifiant la décision C(2022)9625 du 13 décembre 2022 approuvant le programme Interreg VI-D océan Indien.

## 1.3 Résultat escompté

Le principal résultat escompté est de renforcer la coopération des régions ultrapériphériques avec les pays tiers afin de faciliter leur insertion régionale et leur développement harmonieux dans leur voisinage.

Dans sa communication sur une nouvelle stratégie pour les RUP<sup>6</sup>, la Commission a souligné l'importance de la coopération avec les pays et territoires voisins pour le développement économique et l'insertion régionale de ces régions, et s'est engagée à faciliter la mise en œuvre des projets financés conjointement par le FEDER et l'IVCDCI.

## 2. Mise en œuvre

### 2.1 Stratégie et Cadre logique d'intervention

La stratégie est décrite à la section I du programme océan indien.

Le cadre logique d'intervention (« Stratégie ») est décrit à la section I du programme Interreg (VI-D) océan Indien. Il est également annexé au présent document.

### 2.2 Domaines prioritaires d'intervention

Le programme de la convention de contribution se structure autour de la thématique de la résilience climatique, à travers deux priorités du programme Interreg (VI-D) océan Indien :

---

<sup>2</sup> Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas (JO L 231 du 30.6.2021, p. 159).

<sup>3</sup> JO L 231 du 30.6.2021, p. 94.

<sup>4</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>5</sup> JO L 209 du 16.6.2021, p. 1-78.

<sup>6</sup> COM(2022) 198 final du 3.5.2022 "Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union"

« Consolider la recherche collaborative et la coopération économique » (priorité 1).

Les enjeux du changement climatique affectant l'espace océan Indien sont importants puisqu'ils touchent à la fois les populations et leurs moyens de subsistance.

Le recours à la recherche pour répondre aux défis que représentent ces bouleversements globaux est une des solutions mise en œuvre régionalement. Un changement vers des systèmes agricoles et alimentaires plus durables et productifs étant indispensable, il s'agira de soutenir la recherche collaborative favorisant la mise en œuvre de pratiques agroécologiques améliorées ; l'objectif étant d'assurer aux populations de la zone OI une alimentation suffisante et de qualité.

« Accentuer la résilience et le développement durable des territoires » (priorité 2).

Face aux divers risques naturels accentués par le changement climatique, il est nécessaire de renforcer les capacités de prévention, de préparation et d'intervention des acteurs de l'océan Indien en matière de gestion des risques de catastrophes, et également d'accroître leur capacité de veille et de surveillance au niveau régional.

## **2.3 Période de mise en œuvre**

La période de mise en œuvre est précisée à l'article 2 de la convention de contribution.

## **2.4 Lieu**

Les bénéficiaires finaux éligibles au financement de la convention de contribution seront situés dans l'un ou plusieurs des pays suivants : Union des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Kenya, Mozambique et Tanzanie.

## **2.5 Structure organisationnelle et responsabilités**

La convention de contribution est signée et gérée par le Conseil régional de La Réunion. Le Conseil régional de La Réunion décidera des procédures d'attribution des marchés et des subventions, attribuera, exécutera et clôturera les engagements juridiques (« conventions individuelles ») signés avec les bénéficiaires de l'action (« convention »), et vérifiera la bonne exécution de toutes les clauses desdites conventions individuelles conformément à ses règles internes.

La sélection des projets se fera selon les modalités décrites à la section 4 du programme océan Indien révisé le XXXXXX.

Chaque projet comporte au moins deux bénéficiaires, dont au moins un est situé dans un État membre de l'UE et un au moins dans l'un des pays partenaires mentionnés au point 2.4.

## 2.6 Rapports

Les obligations en termes de rapport sont mentionnées à l'article 4 de la convention de contribution et à l'article 3 des conditions générales.

## 2.7 Communication et Visibilité

La communication et la visibilité mentionnées à l'article 7 des conditions générales seront réalisées conformément aux modalités décrites dans la section 5 du programme océan Indien.

Les coûts de communication d'un projet constituent une dépense éligible de ce projet. Le Conseil régional de La Réunion est responsable de la bonne exécution du plan de communication, incluant les obligations mentionnées à l'article 36 du Règlement 2021/1059 (INTERREG).

## 2.8 Évaluation

Les obligations en termes d'évaluation sont mentionnées à l'article 9 des conditions générales. Les exercices d'évaluation seront menés conjointement avec le plan d'évaluation approuvé par le comité de suivi du programme océan Indien.

Les valeurs des indicateurs FEDER-CTE<sup>7</sup> suivants sont à renseigner chaque année dans le rapport intermédiaire annuel :

### Indicateurs de réalisation

- Indicateur RCO 007 (Organismes de recherche participant à des projets de recherche communs) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 70
- Indicateur RCO 116 (Solutions élaborées conjointement) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 60
- Indicateur RCO 024 (Investissements dans des systèmes nouveaux ou réaménagés de surveillance, de préparation, d'alerte et de réaction contre les catastrophes naturelles) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 6 026 540 € (FEDER)
- Indicateur RCO 081 (Participation à des actions communes transfrontières) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 385
- Indicateur RCO 085 (Participation à des actions de formations communes) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 1110

### Indicateurs de résultats

- Indicateur RCR 104 (Solutions adoptées ou développées par des organisations) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 50
- Indicateur RCR 081 (Actions de formations communes menées à terme) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 1110

---

<sup>7</sup> Etant entendu que les cibles renseignées sont celles des indicateurs du programme Interreg (VI-D) océan Indien (objectifs spécifiques concernés). L'action IVCDI-FEDER y contribuera, mais ne permettra pas à elle-seule d'atteindre ces cibles.

- Indicateur ISR 001 (Population sensibilisée sur les risques naturels et sanitaires) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 25000

Par ailleurs, les projets pourront contribuer aux indicateurs suivants<sup>8</sup> :

- la proportion de femmes qui participent à la mise en œuvre du projet ;

- le nombre de bénéficiaires ultimes (publics cibles) des projets conjoints IVCDI-FEDER mis en œuvre dans le cadre du dispositif (désagrégué par sexe).

### **3. Budget**

Le budget est précisé à l'annexe III de la convention de contribution.

### **4. Audits, contrôles et irrégularités**

#### **4.1. Obligations**

Les obligations en matière d'audits, de contrôles et d'irrégularités sont mentionnées aux articles 2.6, 3.7 et 15 des conditions générales et à l'article 4.3 de la convention de contribution.

#### **4.2 Éligibilité des frais d'audit**

Les frais d'audit mentionnés au point 6.1 de la présente annexe seront éligibles à un financement sur le budget de l'action, soit en rémunération de l'organisation, soit en coût de chaque projet. Le choix de l'éligibilité aux frais d'audit sera indiqué dans toute convention signée avec un bénéficiaire final.

### **5. Recouvrement**

Les dispositions en termes de recouvrement sont mentionnées à l'article 14 des conditions générales.

### **6. Principes horizontaux**

Les obligations en termes de respect des principes horizontaux sont mentionnées à la section 4 du programme océan Indien.

### **7. Programme de travail de la première année et de la période**

Conformément à l'article 3.1 des conditions générales, le programme de travail de la première année est détaillé ci-après.

- Etape 1 : Signature de la convention de contribution ;
- Etape 2 : Examen de l'appel à projet (AAP) par le comité de pilotage ;
- Etape 3 : Réunion du comité de concertation (notamment sur l'AAP IVCDI-FEDER) ;
- Etape 4 : Lancement de l'AAP ;
- Etape 5 : Réception des projets ;
- Etape 6 : Transmission des projets pour avis aux Délégations de l'Union européenne concernées ;
- Etape 7 : Instruction des projets par les services de l'Autorité de gestion ;
- Etape 8 : Sélection des projets par le comité de pilotage ;

---

<sup>8</sup> La valeur cible sera renseignée dans le premier rapport intermédiaire annuel.



- Etape 9 : Mise en place des actes attributifs de convention avec les porteurs de projets ;
- Etape 10 : Début des opérations sur le terrain [certaines dépenses préalables et préparatoires ayant pu être déjà engagées par les bénéficiaires].

Un programme de travail indicatif est décrit ci-après :

L'AAP lancé lors de la première année de mise en œuvre suite à la signature de la convention de contribution a vocation à couvrir l'ensemble de la période de mise en œuvre. Si toutefois ce premier AAP ne permettait pas d'attribuer la totalité de l'enveloppe, d'autres appels à projets pourraient être publiés.

Il est prévu un suivi annualisé de l'avancée des différents projets sélectionnés afin notamment :

- de veiller à la mise en œuvre de l'action IVCDCI ;
- de préparer la remontée d'informations à opérer auprès de la Commission européenne ;
- de permettre l'émission de la déclaration annuelle de gestion ;
- de mettre en place des actions de communication spécifiques visant à démontrer l'intervention conjointe du FEDER et du IVCDCI et leur complémentarité.

## **8. Antenne(s) et bureau(x) de projets**

Conformément au paragraphe 2 de l'article 46 du règlement 2021/1059, pour les programmes Interreg qui sont également soutenus par des instruments de financement extérieur de l'Union, une ou plusieurs antennes du secrétariat conjoint peuvent être créées dans un ou plusieurs pays partenaires afin d'exécuter les tâches incombant audit secrétariat au plus près des bénéficiaires et partenaires potentiels du pays partenaire. Ces antennes sont financées par le FEDER.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 7 de la convention de contribution, l'organisation peut mettre en place un ou plusieurs bureaux de projets dans un ou plusieurs pays partenaires afin d'exécuter les tâches incombant à l'organisation à l'exception du secrétariat conjoint. Ces antennes sont financées par le IVCDCI- Europe dans le monde.

## **9. Règles supplémentaires**

Le comité de pilotage décidera avant la publication de l'appel à projets, les fonctions et responsabilités du bénéficiaire principal (FEDER) qui assurera aussi les tâches de coordinateur du projet pour le volet financement IVCDCI-Global Europe. Après la publication de l'appel à projets, les candidatures de projets seront présentées par le bénéficiaire principal (FEDER) qui assurera aussi les tâches de coordinateur de projet pour le volet financement IVCDCI-Global Europe.

## ANNEXE 1a : CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION

	Description	Résultats escomptés	Coût indicatif (en EUR)	Indicateurs	Sources de vérifications	Hypothèses
<b>1. Constat</b>	La zone océan Indien est fortement impactée par le réchauffement climatique et ses conséquences, sur plusieurs plans (intensifications des risques naturels, bouleversements touchant les productions agricoles et impactant la sécurité alimentaire des populations...)					
<b>2. Objectif général de la contribution de l'IVCDI au programme INTERREG</b>	« Renforcer la résilience face aux changements climatiques dans la zone océan Indien »					
<b>3. Objectif spécifique n°1</b>	<p><u>Renforcer la sécurité alimentaire durable dans la zone océan Indien</u></p> <p>[Priorité du programme Interreg concernée : Priorité 1 - « <i>Consolider la recherche collaborative et la coopération économique</i> »]</p>	<p>-Renforcement de la coopération entre les acteurs régionaux (institutions, organismes de recherche, agriculteurs...)</p> <p>- Mise en place de solutions concrètes favorisant des systèmes agricoles durables au sein</p>	<b>2,5 M</b>	<p>- Indicateur RCO 007 (Organismes de recherche participant à des projets de recherche communs) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 70</p> <p>- Indicateur RCO 116 (Solutions élaborées conjointement) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 60</p> <p>- Indicateur RCR 104 (Solutions adoptées ou développées par des organisations) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 50</p> <p><u>Indicateurs spécifiques</u> (les valeurs cibles seront renseignées dans le premier rapport intermédiaire annuel).</p> <p>- Proportion de femmes qui participent à la mise en œuvre du projet ;</p> <p>- Nombre de bénéficiaires ultimes (publics cibles) des projets conjoints IVCDI-FEDER mis en œuvre dans le cadre du dispositif (désagrégué par sexe).</p>	Livrables / rapports d'opération	Contexte politique et sanitaire favorable des pays impliqués des pays impliqués permettant une mise en œuvre optimale des projets sélectionnés.

		des pays impliqués				
4. Objectif spécifique n°2	<p><u>Renforcer la prévention des risques de catastrophes dans la zone sud-ouest OI</u></p> <p>[Priorité du programme Interreg concernée : Priorité 2 - « Accentuer la résilience et le développement durable des territoires »</p>	<p>-Mise en place d'actions de veille et de surveillance des catastrophes naturelles</p> <p>- Les populations locales (acteurs institutionnels, société civile, scolaires...) sont formés et sensibilisés à la gestion des risques majeurs</p>	<b><u>2,5 M</u></b>	<p>- Indicateur RCO 024 (Investissements dans des systèmes nouveaux ou réaménagés de surveillance, de préparation, d'alerte et de réaction contre les catastrophes naturelles) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 6 026 540 €</p> <p>- Indicateur RCO 081 (Participation à des actions communes transfrontières) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 385</p> <p>- Indicateur RCO 085 (Participation à des actions de formations communes) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 1110</p> <p>- Indicateur RCR 081 (Actions de formations communes menées à terme) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 1110</p> <p>- Indicateur ISR 001 (Population sensibilisée sur les risques naturels et sanitaires) - objectif cible à atteindre à la clôture du programme : 25000</p> <p><u>Indicateurs spécifiques</u> (les valeurs cibles seront renseignées dans le premier rapport intermédiaire annuel).</p> <p>- Proportion de femmes qui participent à la mise en œuvre du projet ;</p> <p>- Nombre de bénéficiaires ultimes (publics cibles) des projets conjoints IVCDCI-FEDER mis en œuvre dans le cadre du dispositif (désagréé par sexe).</p>	Livrables / rapports d'opération	Contexte politique et sanitaire favorable des pays impliqués, permettant une mise en œuvre optimale des projets sélectionnés.